

slave menacée d'asphyxie

36 M 6 rejette toute idée de fusion  
38 Les résultats du Crédit lyonnais

38 Marchés financiers  
39 Bourse de Paris

## 4 « Plus l'incertitude est grande, plus la politique économique doit être claire »

affirment les experts du « groupe anticrise » sur les conséquences des événements du Golfe

M. Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé du Plan, a remis vendredi 6 octobre à M. Michel Rocard le rapport du Plan issu des travaux du « groupe anticrise » sur les conséquences économiques et sociales des événements du golfe Arabo-persique. Le premier ministre a déclaré que « l'impact du choc pétrolier ne peut pas être amorti en tolérant la propagation des pressions inflationnistes. »

Le troisième choc pétrolier devrait être moins fort que les précédents, et la France – avec ses partenaires européens – peut éviter qu'il ne se transforme en crise économique. C'est, très brièvement résumé, le message contenu dans le rapport du « groupe anticrise » qui s'est réuni du 29 août au 3 octobre 1990 pour étudier les conséquences économiques et sociales des événements du Golfe.

En cinq semaines de travail intensif (cinq réunions plénières et une trentaine d'ateliers spécialisés), les trente-cinq représentants de l'administration, des syndicats, des entreprises, des organisations professionnelles et des organismes de recherche économique ont pu se mettre d'accord sur les données statistiques du problème.

M. Lionel Stoléro, qui se félicite de la méthode adoptée, fondée sur une écoute réciproque, compte proposer que les travaux du groupe soient prolongés pour la durée de la crise.

### Quelles leçons tirer du passé ?

L'exercice comportait un aspect rétrospectif et un aspect prospectif. Quelles leçons tirer du passé ? Il y en a trois principales. La première est que la France a réagi moins vite et plus mal que ses partenaires après les deux premiers chocs pétroliers. La crise a donc résulté moins de la hausse des prix pétroliers que de l'amplification intérieure qui s'est produite en France. « Faut-il avoir procédé aux ajustements nécessaires après le premier choc pétrolier, la France a abordé le second en situation de faiblesse, note le rapport. Au total le coût payé en ce qui concerne l'emploi et le pouvoir d'achat aura été plus élevé que chez la moyenne de nos partenaires et, surtout, il aura été supporté pendant une plus longue période. »

Le pays n'a pas su éviter le dérapage inflationniste et la compression des marges des entreprises et ce, en grande partie, à cause de « la différence dans le degré et le délai d'indexation des revenus, notamment salariaux et sociaux, sur les prix à la consommation ». Deuxième leçon : on avait cru à l'époque que les pays qui avaient des ressources pétrolières, comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, s'en tireraient mieux que ceux qui n'en avaient pas,

comme le Japon et la RFA. C'est tout le contraire qui s'est produit. La réponse efficace à la crise dépend de l'organisation économique et sociale. Ainsi « les pays où la négociation sociale est riche et diversifiée, comme l'Allemagne et le Japon, semblent les mieux placés pour conduire sagement les adaptations rendues nécessaires après un choc externe » ; ce sont aussi ces pays qui ont montré la plus grande capacité d'innovation.

Troisième leçon : dans le passé, les pays européens ont joué chacun pour soi, la France en particulier, qui a régulièrement dévalué sa monnaie. Cette fois, M. Stoléro devait le souligner dans les réflexions personnelles qu'il devait communiquer au premier ministre en même temps que les résultats des travaux du groupe, « l'Europe passe avant la crise ».

« La nouvelle donne énergétique » : ce sont les scénarios qui se dessinent pour l'économie française avec un pétrole coûtant entre 25 dollars et 38 dollars le baril à moyen terme, avec un cours du dollar situé entre 5,3 et 6 francs français. Aucune de

ces hypothèses n'entre dans la catégorie des catastrophes (ce qui est confirmé par toutes les études actuelles sauf à envisager un véritable conflit mondial). Aucune ne se traduit par une récession économique en France, tout au plus par une stagnation. Le groupe a rappelé que le « gisement exploitable des économies d'énergie » représentait entre 13 et 18 millions de tonnes d'équivalent pétrole à l'horizon 2005, et suggéré un renforcement des moyens de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Il a aussi appelé au développement de la recherche sur les énergies renouvelables, sur des technologies comme la voiture électrique. Il a écarté pour l'instant l'idée de mesures contraignantes, préconisant plutôt l'incitation fiscale et la concertation internationale : « Il serait souhaitable que soit définie une véritable doctrine énergétique commune concernant la sécurité d'approvisionnement et le stockage énergétique. »

Face à un « choc d'offre inflationniste » qui se traduit par une aug-

mentation des coûts des consommations intermédiaires et des prix de production, et entraîne une tendance à l'augmentation des salaires nominaux, à la baisse des taux de marge – donc de l'investissement – et à une réduction de la demande interne, quelle politique économique et sociale adopter ? « Plus l'incertitude est grande, plus la politique doit être claire », note le rapport. Pas de relance, mais pas de déflation, tel est la philosophie générale. D'abord ne pas chercher à amortir le choc « Laisser les augmentations de coûts se traduire dans les prix, accepter un prélèvement sur les revenus des salariés et des entreprises au prorata de leur part dans la valeur ajoutée », et le faire vite. Le circuit court est « moins coûteux économiquement et socialement que le circuit long ». L'objectif doit rester celui d'une croissance tirée par l'investissement. Donc de maintenir le taux de marge des entreprises, en évitant que « les salaires réels n'absorbent la totalité des gains de productivité tant que le taux de chômage n'est pas redescendu à 5 % ou 6 % ». Cela implique un degré supplémentaire de désindexation.

La politique budgétaire, pas nécessairement très restrictive, pour éviter la déflation, doit tenir compte de l'équilibre extérieur : « La France ne peut avoir que la politique budgétaire de sa compétitivité. »

La politique monétaire ne peut, elle, avoir comme objectif que la « stabilité des prix et la fixité de la parité franc-deutschmark ». Dans ce sens, « la mise en place de l'union économique et monétaire apparaît aujourd'hui comme une impérieuse nécessité », car l'Europe unie peut avoir une marge de manœuvre plus importante en vue d'une décade des taux d'intérêt que chaque pays pris isolément.

Le rapport, qui étudie l'impact du choc pétrolier sur les différentes branches d'activité, insiste sur la nécessité de renforcer la compétitivité industrielle et pour ce faire « réussir le passage à un nouveau modèle industriel » fondé sur l'innovation.

« Payer vite, payer tout, payer tous », c'est la formule anticrise du secrétaire d'Etat chargé du Plan. Elle peut « passer » dans l'opinion, à en croire les résultats d'un sondage IFOP réalisé à la demande de M. Stoléro entre le 25 et le 27 septembre dernier auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes. La moitié des Français estiment que la crise du Golfe a déjà des conséquences sur leur vie quotidienne ; 63 % en attendent pour dans six mois. Ils anticipent, à plus de 70 %, une augmentation de l'inflation, une baisse du pouvoir d'achat, une augmentation du déficit commercial et, à 57 %, une hausse du chômage. Ils sont 84 % à accepter des sacrifices, à condition qu'on les demande également à tous. On peut difficilement demander plus de maturité.

SOPHIE GHERARDI

Après huit mois de négociations

## La BNP et le BBV n'échangeront pas leur réseau d'agences

Les présidents du Banco Bilbao Vizcaya (BBV) et de la BNP « ont décidé de mettre un terme aux négociations en cours sur l'échange de leurs filiales respectives ».

C'est par ce communiqué laconique que les deux établissements ont annoncé l'échec de négociations qui avaient pour but de faire passer les 85 guichets du Crédit universel, filiale de la BNP, dans le giron du BBV en échange des guichets du Banco de Credito y Ahorro et d'un certain nombre d'autres agences pour la BNP.

Les difficultés quant à l'évaluation des actifs ont été, semble-t-il, à l'origine de cet échec, les Espagnols refusant notamment toute recapitalisation de leur réseau. La BNP ne doublera donc pas son réseau en Espagne, mais il lui faut, maintenant redynamiser le Crédit universel quelque peu perturbé par des négociations longues et incertaines.

Y. M.

## INSOLITE

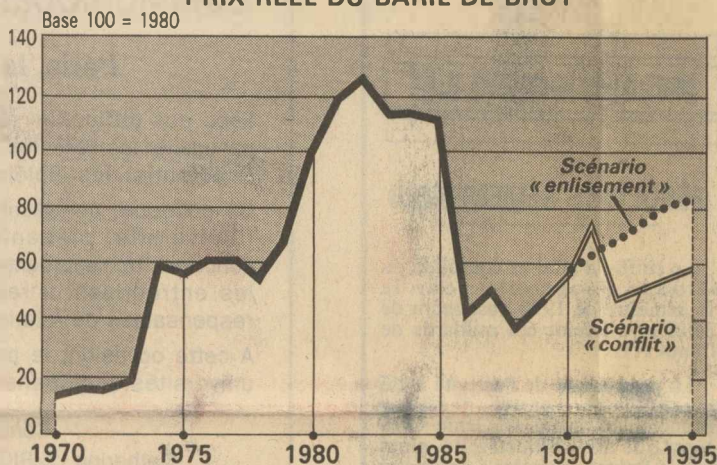
### Art Swatch

« La Swatch », comme l'on dit d'une star populaire, n'aura pas attendu la patine du temps pour susciter l'engouement des collectionneurs. Au cours d'une vente aux enchères, chez Sotheby's à Milan, le 12 septembre dernier, une Swatch, modèle Mimmo Paladino, a été adjugée 120 000 F. Lors de la même vente, une « Jelly Fish » a atteint 100 000 F. Des sommes folles pour cette petite montre à quartz née en 1983 de la volonté de l'industrie horlogère helvète de lutter contre l'envahissante concurrence japonaise.

L'idée de départ, qui était d'habiller un mouvement suisse, gage de fiabilité, d'un « design » attrayant, le tout vendu à prix modique (moins de 300 F), s'est mué en phénomène culturel. 60 millions de montres vendues en sept ans dont 14 millions en 1989 et 1,1 million pour le seul marché français. La première rétrospective de l'ensemble des collections Swatch, baptisée « Swatchnewseum », a ouvert ses portes à Paris jusqu'au 20 octobre, avec 482 modèles des origines à nos jours.

► Rétrospective « Swatchnewseum » jusqu'au 20 octobre, chez Royal Quartz, 10, rue Royale, Paris 75008.

### PRIX RÉEL DU BARIL DE BRUT\*



\*Prix du baril déflaté par le prix des exportations de l'OCDE  
Source : Modèle MIMOSA CEPII-OFCE

## Rationnement et hausses des prix de l'essence à l'Est

Très durement touchées par la hausse des prix du pétrole, au moment où l'URSS s'approprie à leur faire payer leurs achats d'énergie en monnaies convertibles (le Monde du 5 septembre), la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne entendent lutter contre la crise énergétique actuelle.

Les ministres des finances des trois pays devaient se réunir à Budapest, samedi 6 octobre, afin d'étudier comment obtenir de l'URSS des livraisons de brut plus importantes, après les fortes chutes enregistrées au premier semestre.

Déjà, le gouvernement tchécoslovaque a annoncé une hausse de 33 % du prix des carburants à partir du 6 octobre, ainsi qu'un rationnement sous forme d'un prix progressif de l'essence en fonction des quantités achetées. Le ministre de l'économie, M. Vladimir Dlouhy, a également fait savoir que la Tchécoslovaquie allait limiter ses activités de raffinage à 65 % des capacités.

En Pologne, l'agence de presse PAP a annoncé un relèvement de 15 % du prix de l'essence à partir du 5 octobre.